

Migrations et internationalisme prolétarien - Enjeux d'hier et d'aujourd'hui

samedi 3 janvier 2015, par [BASSO Pietro](#) (Date de rédaction antérieure : 29 octobre 2014).

A l'occasion du 150^e anniversaire de la création de l'Association internationale des travailleurs (AIT-Première Internationale, le 28 septembre 1864 à Londres), Ricardo Antunes, professeur de sociologie à l'Université UNICAMP (Campinas), et Marcello Musto, professeur à la York University (Canada), ont organisé, en octobre 2014, un forum de discussion international dont diverses séances se sont déroulées à Campinas, à São Paulo, à Salvador de Bahia et à Rio de Janeiro, donc dans un grand nombre de villes de ce Brésil-continent qui est un « exemple » de migrations internes et externes. Nous publions ci-dessous la traduction française de l'intervention de Pietro Basso, professeur à l'Université CA'Foscari à Venise, sur la relation entre les options substantielles de l'AIT et les défis que pose aux forces se réclamant d'un internationalisme prolétarien - toujours actuel malgré les dénis qui constituent une sorte d'honneur du vice à la vertu - le processus durable des migrations mondialisées.

Réd. A l'Encontre

Mon thème est le défi que les migrations posent à l'internationalisme ouvrier. Je précise tout de suite que ce défi n'est pas nouveau.

1.- L'Association internationale des travailleurs l'a affronté déjà à plusieurs reprises, et de plusieurs manières, lors du cas irlandais (et pas seulement). Je me limiterai donc à celui-ci qui reste de toute façon fondamental. Marx l'a posé de cette manière : dans tous les centres industriels d'Angleterre existe « *un profond antagonisme entre le prolétariat irlandais et celui anglais* », lequel se reproduit au-delà de l'océan, aux Etats-Unis. « *Le commun des ouvriers anglais hait celui irlandais comme concurrent qui abaisse les salaires et le niveau de vie. Il éprouve pour lui des antipathies nationales et religieuses.* » Il le considère comme un concurrent déloyal alors même que l'ouvrier irlandais considère l'ouvrier anglais comme étant au service du dominant.

Ces clivages entre prolétaires sont nourris à dessein par la bourgeoisie, laquelle sait bien y trouver « *le vrai secret pour le maintien de son pouvoir* », parce que cela « *empêche toute sorte d'alliance sérieuse et sincère entre les classes laborieuses* » et mine la lutte pour leur émancipation commune. Il n'est possible de lever cet antagonisme profond, a dit Marx au nom de l'Association internationale, que si l'on éradique sa racine. Et sa racine est l'oppression de l'Angleterre sur l'Irlande. Par conséquent doit être aboli l'esclavage de l'Irlande, en reconnaissant son droit à l'autodétermination jusqu'à sa « *séparation complète* » de l'Angleterre. Seulement ainsi il est possible de faire avancer la révolution sociale en Angleterre et la fraternisation des ouvriers anglais et irlandais, leur émancipation du joug du capital.

Le défi que l'Association internationale des travailleurs affrontait alors se pose aujourd'hui à l'échelle globale parce que jamais dans l'histoire du capitalisme les migrations n'ont eu l'ampleur et la profondeur actuelles. Pour voir dans quels termes cette question se pose aujourd'hui, il est nécessaire de jeter un regard panoramique sur les migrations internationales actuelles et leurs causes. Je vous prie de m'excuser car mon regard sera inévitablement partiel dans la mesure où il fera référence avant tout aux migrations du Sud vers le Nord du monde, lesquelles couvrent à présent la moitié du mouvement migratoire international. Mon approche s'arrêtera en une moindre mesure sur les migrations Sud-Sud qui couvrent un autre tiers de l'ensemble. Enfin, il touchera peu (ou pas du tout) aux migrations Nord-Nord et du Nord vers le Sud. Je vous prie de m'excuser car le temps imparti est une sorte de tyran, et que les migrations Sud-Sud (qui se déroulent nécessairement des aires et des pays les plus pauvres vers ceux plus dynamiques et en « ascension ») comportent, à mon avis, divers éléments de ressemblance avec les migrations du Sud vers le Nord du monde.

2.- Les migrations internationales actuelles se produisent sur l'ensemble de la planète et constituent un phénomène structurel, de longue durée, d'une ampleur croissante, avec une composante féminine de plus en plus importante. Entre 1950 et 2010, les migrants ont triplé à l'échelle internationale, passant de 60 à 215 millions. D'après les prévisions de l'ONU, ils devraient doubler durant les prochains 35 ans (jusqu'à 400 millions), dans un contexte de croissance de la population mondiale à hauteur de 30%.

Ce phénomène est nourri par un ensemble de raisons qu'il faut, au moins, énumérer. La plus profondément enracinée dans l'histoire passée est le développement inégal entre continents et entre pays dans le cadre du mécanisme unificateur (et donc inégal) du marché mondial. En raison du colonialisme historique et du néocolonialisme de nombreux pays du Sud vivent dans une condition de dépendance radicale à l'égard des pays du « centre ». Cette condition les oblige, entre autres, à fournir de la force de travail à bas coûts comportant très peu de droits (voire aucun) aux pays dominés (et aussi à ceux non dominés, mais plus haut dans la hiérarchie du marché mondial), que ce soit [pour les travailleurs et travailleuses] sur place ou ceux massivement émigrés.

Un impact tout autant imposant sur les migrations (internes et) internationales est en cours. Et il en sera de même ces prochaines années. Il a trait aux transformations de l'agriculture asiatique, sud-américaine, africaine dans un sens pleinement capitaliste, avec le rôle toujours plus important des sociétés transnationales dans la production agroalimentaire et sa commercialisation, que ce soit pour les secteurs situés en amont ou en aval de celle-ci. Aujourd'hui, 35% de la force de travail mondiale, soit un milliard de paysans et de journaliers, travaille dans l'agriculture : l'industrialisation capitaliste de la production agricole et l'éventuelle introduction formelle de la propriété privée de la terre en Chine les faucheront sans aucune pitié, les poussant à abandonner les campagnes.

A ces deux grandes origines de migrations internationales, on peut ajouter la nouvelle plaie des migrations provoquée par les désastres écologiques, qui pourraient frapper des dizaines de milliers de personnes ces prochaines décennies, et la vieille plaie des guerres « locales », lesquelles ne sont en réalité pas locales – si l'on pense à l'Irak, à la Palestine, à la Syrie, au Soudan, à Afghanistan, à l'Afrique centrale, à l'Ukraine, comme hier l'étaient la Yougoslavie ou le Congo. Ces guerres produisent un nombre croissant de réfugié-e-s et de requérants d'asile, lesquels ont dépassé en 2013, pour la première fois, le seuil de 50 millions de personnes dans le monde.

3.- Ceci étant dit, on n'a pas tout dit. Il y a en effet deux autres raisons fondamentales aux migrations internationales, lesquelles sont liées à celles que nous venons d'indiquer. Il y a tout d'abord l'attraction exercée par les Etats-Unis, le Canada, les pays d'Europe occidentale, mais aussi par les pays du Sud en ascension, à commencer par le Brésil. Ces pays ont un besoin vital,

inépuisable de travailleurs et travailleuses immigré·e·s : de la part d'entreprises pour soutenir leur compétitivité ; des Etats et d'un nombre croissant de familles pour amortir la diminution des prestations sociales (salarié·e·s employé dans différents secteurs de la santé, des soins aux personnes du quatrième âge, dans la sous-traitance de divers services de nettoyage privé ou urbanis, etc.). Pour ce qui est en relation avec le vieillissement de la population, ils « gèrent » un système privé peu onéreux (en termes monétaires).

La rhétorique publique du « stop à l'immigration » qui bat son plein en Europe, et pas seulement dans celle-ci. En fait, elle cache une aspiration d'un autre type : non pas celle d'empêcher l'immigration, mais plutôt de pouvoir disposer d'une immigration mieux qualifiée si ce n'est bien qualifiée, mais ayant le caractère du *Gastarbeiter* des années 1950-1970 en Europe, soit celui de travailleurs temporaire (saisonnier) hyper-flexible, donc hyper-exploité, disposé, parce que contraint à vivre dans une grande précarité ses propres conditions d'existence, à accepter toute sorte de sacrifices, à la différence des vieux migrant·e·s qui se sont établis et implantés.

4.- La dernière cause importante des actuelles migrations internationales est la croissance des attentes des populations travailleuses des pays du Sud. Si, comme cela arrive souvent, les pays d'origine ne sont pas en mesure d'offrir un « travail digne » et une « existence digne » – une formule certes ambiguë – cette possibilité est recherchée là où de telles conditions se sont historiquement cumulées. Cela vaut tout particulièrement pour les femmes, qui constituent aujourd'hui presque la moitié des migrations internationales, et qui entament, pour la première fois depuis fort longtemps, le processus migratoire de groupes familiaux entiers, de villages entiers, ou qui émigrent seules pour l'irrésistible aspiration répandue de « vivre mieux ».

5.- La crise qui a éclaté en 2007-2008 n'a pas bouleversé ce cadre. Les migrations vers les Etats-Unis et l'Europe, par exemple, ont été dans l'ensemble modestes, certes avec une poussée vers les Etats-Unis en 2013-2014. Il n'y a aucune raison pour s'attendre à un déclin généralisé de la « mobilité » des populations à l'échelle mondiale. Tant que demeurent les raisons fondamentales mentionnées à l'origine des migrations, le phénomène est destiné à augmenter dans le futur. La seule variation significative réside dans le fait qu'après la crise, les pays d'immigration prétendent pouvoir disposer encore plus d'immigré·e·s, qu'ils soient temporary workers ou posted workers, lesquels ont des salaires et des droits inférieurs à ceux, déjà limités, des immigrés permanents. Mais cette prétention se heurte aux attentes des immigrés, avec la difficulté – pour eux – de trouver un aménagement adéquat dans leurs pays d'origine.

En général, donc, les migrations internationales actuelles se caractérisent par le fait d'être toujours plus irrévocables. La profondeur de l'enracinement des personnes immigrées, y compris parmi les couches de migrant·e·s récentes, a été bien saisie aux Etats-Unis et en Europe, bien entendu à leur façon, par les théoriciens du choc des civilisations à la Huntington et par les partisans misérables de l'islamophobie.

Ce processus, fruit de la violence brutale propre au marché mondial de la force de travail, est un formidable facteur de transformation sociale. En effet, les migrations internationales cumulent dans le temps leurs effets (j'attire votre attention sur cet effet cumulatif), ne laissant rien, ni aux sociétés dans lesquelles les migrants étaient originellement, ni aux sociétés qu'ils quittent (ce ne sont pas toujours les mêmes), ni à celles d'arrivée. D'un côté, ils lient avec des fils d'acier les pays d'émigration au monde entier sur le plan matériel, culturel et politique. De l'autre, après les Etats-Unis (une nation d'immigrés), ils transforment définitivement même les sociétés européennes et, de plus en plus, certains pays et certaines aires du Sud en sociétés « multiraciales », multinationales, multiculturelles. Ils transforment en premier les lieux de travail, puis les écoles, les lieux publics, les services, les associations, les syndicats, la production artistique, le sport, et – mutations pas moins marquantes – la vie affective des individus, les rapports d'amitiés et d'amour.

6.- La vitesse de cette transformation est très élevée. Il y a trente ou quarante ans, peu de métropoles européennes pouvaient se considérer comme des « villes globales ». Aujourd'hui, même l'Italie, devenue depuis peu de décennies un pays d'immigration, est pleine de petites et moyennes « villes globales » : petites et moyennes villes dans lesquelles se condense le monde, composé par des dizaines et, pour certaines, des centaines de nationalités et de langues différentes, reliées par mille réseaux au monde entier. Et dans un pays comme l'Allemagne, qui encore durant les années 1930 et 1940 pouvait s'enivrer du rêve malade de redevenir ethniquement pure, aujourd'hui 20% – je répète 20% – de sa population se caractérise par un *Migrationshintergrund*, à savoir un « arrière-fond migratoire », avec quelques ascendances immigrées. La réalité est donc celle-ci : dans tous les pays d'immigration se crée un brassage indéchiffrable de « races » et de nationalités, notamment dans les métropoles, lesquelles sont des véritables meules dans la création de nationalités différentes.

7.- Ce formidable processus de transformation lié aux migrations internationales est, à mon avis, riche de potentialités positives. L'axiome de telles potentialités réside dans le dépassement possible des inquiétudes et des antagonismes nationaux et « raciaux » qui ont frappé dans le passé le mouvement ouvrier et l'humanité tout entière.

En effet, avec les migrations internationales se forme à présent une masse de prolétaires – non seulement aux Etats-Unis, au Canada et en Europe, mais aussi dans la péninsule Arabique, en Afrique du Sud, au Brésil, et même au Japon – qui vivent leur existence sur un terrain directement mondial, étant donné que le marché lui-même les place au-delà des compartiments nationaux. Une masse composée « *d'individus empiriquement universels* », ces individus insérés dans « *l'histoire universelle* », de prolétaires insérés directement dans l'histoire universelle, identifiés par Marx et Engels, dans *L'Idéologie allemande*, comme le produit du développement universel des forces productives, œuvre du capitalisme.

Certes, ces individus ne surgissent pas, aujourd'hui, pour la première fois dans le long processus de la mondialisation du capital. Et il ne faut pas non plus les voir comme des « prolétaires purs », dénués par nature des faiblesses et des préjugés propres aux autres prolétaires. Mais jamais comme maintenant leur existence de masse et à l'échelle mondiale n'est susceptible d'aider au rapprochement et à la fraternisation des prolétaires de la planète entière.

Y compris parce que – voici une autre importante nouveauté par rapport à l'ère de la Première Internationale – la mondialisation toujours plus complète du marché du travail et des politiques néolibérales implique qu'un nombre croissant de prolétaires des pays riches, dominants, impérialistes, voient empirer leurs propres conditions d'existence, et commencent à se sentir, en quelque sorte, immigrés dans leur propre terre de naissance. Les forces xénophobes, à leur façon, captent cette réalité et l'utilisent pour lancer leurs offensives hypernationalistes.

Si en 1870 commençait un processus « d'embourgeoisement » (ou de « petit-embourgeoisement ») des ouvriers britanniques qui se serait étendu pour des longues décennies aux autres pays européens et aux Etats-Unis, depuis la première récession généralisée des pays « capitalistes avancés » de 1974-1975 a commencé dans les pays situés au centre du capitalisme mondial un autre processus, tout autant de longue durée, de re-prolétarianisation des prolétaires des métropoles impérialistes qui avaient rêvé durant ces décennies de pouvoir « aller au paradis », et donc de cesser d'être des prolétaires – une chance qui leur a été, bien au contraire, niée.

8.- Les premiers à avoir compris les dangers inhérents à cette double dynamique objective sont les Etats des pays d'immigration, lesquels opposent à ce processus de marche vers un prolétariat toujours plus international, dans sa composition et son extension, un ensemble de discours, de politiques, de *praxis* racistes. Ce racisme d'Etat travaille constamment à ajouter aux vieilles

inégalités de classes et de genre de nouvelles à base « ethnique », nationale ou religieuse. Cela consiste à spéculer vulgairement sur le fait que les prolétaires immigrés sont obligés d'exercer une fonction de concurrence salariale et de droits à la baisse sur les prolétaires autochtones, attisant sans cesse l'antagonisme entre prolétaires autochtones et immigrés, entre prolétaires immigrés de nationalités différentes, et même entre ceux de la même nationalité (poussant les vieux résidents contre les nouveaux venus). Ce racisme d'Etat crée par conséquent des stratifications ethniques dans le marché du travail. Il fait tout pour susciter et rendre plus agressif le « racisme populaire » : en Europe, les « clandestins », les populations islamiques, les Roms, les réfugiés sont leurs cibles préférées. C'est justement l'Italie, le pays d'où je suis originaire, qui a atteint toute une série de records honteux dans ce domaine. Et si l'on observe l'adhésion – dans le silence et dans la complicité passive du vieux mouvement ouvrier – des prolétaires européens conquis par le Front national en France, la Lega Nord en Italie, l'Independence Party au Royaume-Uni (UKIP), Aube dorée en Grèce, et les mouvements similaires dans toute l'Europe, y compris dans la Scandinavie du massacre d'Oslo en 2011, on comprend que la route pour le happy end de nos désirs n'est certes pas une promenade du dimanche.

9.- Sous cet aspect, tout est déjà écrit. Dans les pays dominants, dans les pays d'immigration, pour stabiliser son propre pouvoir affaibli par le déclenchement d'une crise très grave comme celle actuelle, le couple Etat/Capital essayera toute possibilité à même de jeter les prolétaires de diverses nationalités les uns contre les autres – comme en 1870 et, peut-être, avec plus de violence et d'expérience. Rien n'est cependant encore joué d'avance.

Tout d'abord parce que les prolétaires immigrés ne sont certes pas inertes. Ils ont derrière eux une longue histoire de protagonisme sociale et politique collectif, qui va de leur rôle déterminant en 1886 à Chicago et aux Etats-Unis dans la bataille internationale pour les 8 heures, à leur rôle d'avant-garde dans le cycle des luttes ouvrières qui ont secoué l'Europe occidentale entre 1968 et 1973, jusqu'à la grande révolte des banlieues parisiennes en 2005, au 1^{er} mai magnifique aux Etats-Unis en 2006, et aux multiples résistances qu'ils opposent en Europe aux politiques d'Etat, encouragés aussi par le récent soulèvement des masses en Egypte, en Tunisie et ailleurs – c'est le cas de la lutte des ouvriers de la logistique en Italie [1]. Pour ne rien dire de la myriade de grèves d'entreprise en cours en Chine, œuvre de migrant·e·s intérieurs au pays, qui constituent une avant-garde d'une armée de 740 millions de personnes. Il s'agit souvent de femmes, à l'échelle mondiale, si l'on est attentif aux mobilisations qui se produisent au Bangladesh, au Vietnam, au Cambodge, au Mexique, etc. et qui s'inscrivent dans un processus de migration des « biens de capitaux » (machines, usines) à la recherche exploitable d'une armée de réserve industrielle.

L'auto-organisation des prolétaires immigrés reste la première, essentielle force d'opposition à l'action du marché capitaliste et des Etats. Mais il sera fondamental que les prolétaires des pays d'immigration appuient cette résistance sans poser aucune condition au préalable, qu'ils se rangent – sans aucune réserve – pour la parité de traitement complète entre prolétaires immigrés par rapport aux autochtones, pour la suppression radicale de tous les mécanismes qui, encore aujourd'hui, produisent et reproduisent des inégalités entre prolétaires de différentes nationalités. Seulement de la sorte il sera possible de couper l'herbe sous le pied des politiques capitalistes de division et d'opposition entre les nationalités.

En conclusion, la position de Marx et de l'Association internationale des travailleurs sur le cas irlandais reste entièrement actuelle, même si le contexte a changé. Reprenant cette approche, on peut dire : comme en 1870, la révolution sociale – laquelle se pose non plus seulement en Angleterre ou dans les pays économiquement plus avancés, mais dans le monde entier – peut avancer seulement sur la base d'une « *alliance sérieuse et sincère* », d'une solidarité et d'une unité de tous les prolétaires de tous les pays. Et puisque le capitalisme global nous a plongés dans un marasme économique et politique géant, duquel on ne voit pas à présent de voies de sortie capitalistes, la

réémergence d'une révolution sociale apparaît plus que jamais désirable, indispensable et urgente. Voici donc le défi auquel on doit se mesurer.

Pietro Basso, Campinas, 29 octobre 2014

P.-S.

* « Migrations et internationalisme prolétarien ». Traduction A l'Encontre. <http://alencontre.org/>

Notes

[1] Ce passage fait référence à la lutte des porteurs de la Coopérative San Martino pour le compte du magasin IKEA à Piacenza durant l'été 2014. Plusieurs travailleurs ont été licenciés pour activité syndicale. A Brescia plusieurs mouvements, victorieux, ont eu lieu ces derniers mois, d'autant plus que la logistique n'est pas « délocalisable ». (Réd. A l'Encontre)